



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

COMMUNIQUE

ADOPTION DU BUDGET 2025-2026 EN CONSEIL DES MINISTRES

I. GÉNÉRALITÉS

Pour son premier Conseil des Ministres tenu au local du Palais National, le Gouvernement a adopté, ce jeudi 9 octobre 2025, le budget 2025-2026. D'une enveloppe globale de 345, milliards de gourdes, ce budget connaît une augmentation de 6,8% par rapport au Budget Rectificatif 2024-2025. Elaboré conformément à la continuité des actions entreprises dans le cadre du dernier budget rectificatif 2024-2025, Il vise à renforcer les priorités stratégiques identifiées par le Gouvernement de transition, à savoir la restauration de la sécurité publique, l'organisation des élections, et la stabilisation macroéconomique du pays.

A travers ce budget, le Gouvernement réaffirme son engagement à mener à terme le processus de transition politique. À cet effet, des mesures y sont prises en vue d'organiser des élections générales inclusives qui seront intégralement financées via le Basket Fund, alimenté par le budget national qui prendra également en charge le fonctionnement du Conseil Électoral.

II. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU BUDGET

❖ Le budget 2025-2026 intervient à un moment décisif de la transition politique. Il vise à répondre de manière cohérente aux enjeux prioritaires liés à la sécurité, à la gouvernance, à la justice sociale et au redressement économique. Il constitue un levier stratégique pour consolider les avancées amorcées, restaurer la confiance, et jeter les bases d'une croissance inclusive et durable.

❖ En cohérence avec les axes stratégiques définis dans l'accord politique du 3 avril 2024, le budget 2025-2026 met l'accent sur :

- i) Le rétablissement de la sécurité publique et nationale, désormais considérée comme un facteur de production ;
- ii) L'organisation des élections générales et le rétablissement de la légitimité démocratique ;



- iii) Le redressement économique et la relance ciblée par région ;
- iv) Le renforcement de l'État de droit, de la justice et de la lutte contre la corruption ;
- v) La sécurité alimentaire, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
- vi) La modernisation de l'administration fiscale et budgétaire ;
- vii) La stabilisation macroéconomique et la discipline budgétaire.

❖ Le budget s'appuie également sur une approche territorialisée des politiques publiques, en mettant l'accent sur la départementalisation des dépenses publiques, le suivi des investissements par région, et une meilleure transparence dans la collecte et l'utilisation des ressources fiscales et non fiscales à l'échelle locale.

III. PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES ET RISQUES

❖ Sur la base du cadrage macroéconomique élaboré par les services techniques du Ministère de l'Economie et des Finances, les projections économiques intégrées au projet de budget 2025-2026 s'établissent comme suit :

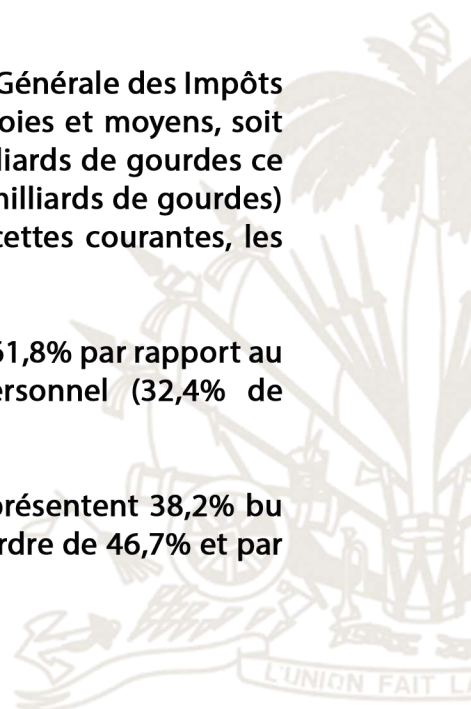
- i) Taux de croissance du PIB réel : +0,3 % ;
- ii) Taux d'inflation de fin de période : 23,4 % ;
- iii) Pression fiscale attendue : 4,3 % (à la baisse par rapport à 2024-2025) ;
- iv) Objectif de redressement de pression fiscale dès 2026-2027 ;
- v) Financement monétaire nul ;
- vi) Émissions nettes de bons du Trésor : 29,2 milliards de gourdes.

IV. GRANDES MASSES DU BUDGET 2025-2026

Le budget 2025-2026 sera financé à partir des efforts de la Direction Générale des Impôts et de l'Administration Générale des Douanes à hauteur 70,5% des voies et moyens, soit 243,5 milliards de gourdes. Les dons et emprunts totalisent 65,9 milliards de gourdes ce qui représente 19,1% du total. En ajoutant les bons du Trésor (29,2 milliards de gourdes) et les Autre Financement Interne des projets (6,9 milliards) aux recettes courantes, les ressources domestiques contribuent à 80,9% de l'enveloppe globale.

Le poids des dépenses courantes (213,6 milliards de gourdes) est de 61,8% par rapport au total du budget avec une prépondérance de dépenses de personnel (32,4% de l'enveloppe globale) et des dépenses de biens et services (19,1%).

Les dépenses de capital totalisent 131,9 milliards de gourdes et représentent 38,2% du budget. Elles seront financées par des ressources domestiques de l'ordre de 46,7% et par 53,3% de ressources externes.



RÉPUBLIQUE



	<i>Budget Rectificatif 2024-2025</i>	<i>Budget Initial 2025-2026</i>	<i>Variation</i>		<i>Pond.</i>
Total Ressources	323,451	345,510	22,059	6.8%	
Recettes Courantes	217,535.2	243,500.0	25,965	11.9%	70.5%
Recettes DGI	83,455.0	92,660.0	9,205	11.0%	26.8%
Recettes AGD (Hors Pétrole)	101,676.2	113,000.0	11,324	11.1%	32.7%
Recettes pétrolières	29,904.0	34,940.0	5,036	16.8%	10.1%
Autres ressources domestiques (Divers)	2,500.0	2,900.0	400	16.0%	0.8%
Support budgétaire	2,788.3	2,720.7	-68	-2.4%	0.8%
Annulation dette FMI	1,282.8	1,541.0	258	20.1%	0.4%
Autre Financement Interne des projets	5,937.2	5,350.0	-587	-9.9%	1.5%
Dons & emprunts	70,873.2	63,179.0	-7,694	-10.9%	18.3%
Bons du Trésor	25,034.3	29,219.3	4,185	16.7%	8.5%
Institutions financières (emprunt BRH)	0.0	0.0	0	0.0%	0.0%
Dépenses Totales	323,451	345,510	22,059	6.8%	100.0%
Depenses courantes	184,691	213,564	28,873	15.6%	61.8%
Dépenses de personnel	102,169	112,078	9,910	9.7%	32.4%
Dépenses Biens et services	61,702	65,918	4,217	6.8%	19.1%
Quote Part et Subventions	19,592	28,071	8,478	43.3%	8.1%
Intérêt de la Dette	1,228	7,496	6,268	510.4%	2.2%
Dépenses de Capital	138,760	131,946	-6,814	-4.9%	38.2%
Programmes et projets	114,116	109,900	-4,216	-3.7%	31.8%
Sur Trésor Public	36,022.8	39,830.0	3,807	10.6%	11.5%
Sur Annulation dette FMI	1,282.8	1,541.0	258	20.1%	0.4%
Sur Autres financement interne	5,937.2	5,350.0	-587	-9.9%	1.5%
Sur dons et emprunts	70,873.2	63,179.0	-7,694	-10.9%	18.3%
Immobilisation	4,564.4	5,059.4	495.0	10.8%	1.5%
Amortissement de la Dette	20,079.8	16,987.0	-3,092.8	-15.4%	4.9%

IV. GRANDES MASSES DU BUDGET 2025-2026

❖ Afin de garantir une meilleure efficacité dans l'allocation des ressources publiques, le projet de budget 2025-2026 prévoit une concentration ciblée des crédits budgétaires sur certains postes nécessitant des crédits additionnels. Il s'agit notamment de :

■ L'annualisation des crédits accordés au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) et à la Police Nationale d'Haïti (PNH) dans le premier budget rectificatif 2024-2025 ;



- des anticipations liées aux contrats de prestations de services d'électricité en faveur de la population ;
- la reconduction du reliquat du Fonds spécial (Food Shock Window – FSW) afin de renforcer les dispositifs de protection sociale.

VI. PRINCIPALES ORIENTATIONS DU BUDGET 2025-2026

VI.1. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

- ❖ Réhabilitation des commissariats et des postes de police
- ❖ Renforcement des effectifs de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et des Forces Armées d'Haïti (FAD'H)
- ❖ Acquisition d'équipements modernes adaptés aux réalités opérationnelles.

VI.2. ORGANISATION DES ÉLECTIONS

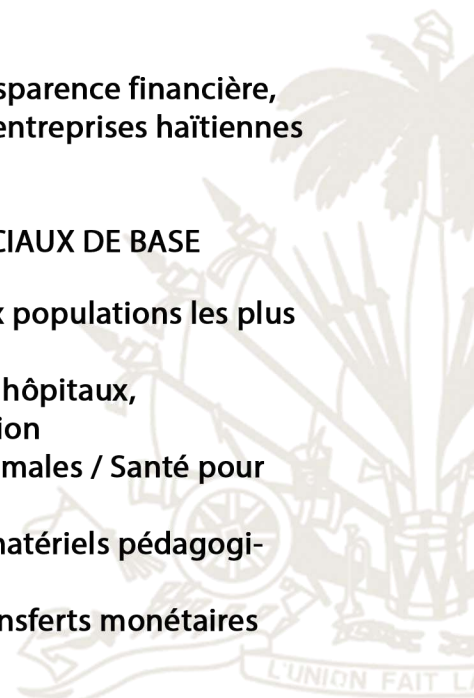
- ❖ Renforcement des capacités opérationnelles du CEP
- ❖ Sécurisation complète du processus électoral
- ❖ Acheminement garanti du matériel de vote sur l'ensemble du territoire
- ❖ Formation des agents électoraux
- ❖ Introduction de technologies fiables visera à améliorer la transparence du scrutin

VI.3. REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE, RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ET RELANCE RÉGIONALE

- ❖ Relance du secteur textile et d'habillement d'exportation
- ❖ Réactivation des circuits de distribution
- ❖ Stimulation de la production locale
- ❖ Mise en place de la Centrale des Bilans pour renforcer la transparence financière, améliorer le climat des affaires et restaurer la crédibilité des entreprises haïtiennes auprès des partenaires économiques

VI.4. SECURITE ALIMENTAIRE ET ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

- ❖ Transferts monétaires et distribution d'aides alimentaires aux populations les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées internes
- ❖ Réouverture des centres sanitaires fermés, renforcement des hôpitaux, déploiement de cliniques mobiles et campagnes de vaccination
- ❖ Renforcement du Programme d'interventions d'urgence Minimales / Santé pour faire face partiellement au retrait de l'assistance américaine
- ❖ Réhabilitation des établissements scolaires, distribution de matériels pédagogiques et formation d'enseignants
- ❖ Lutte contre les violences basées sur le genre et octroi de transferts monétaires ciblés



RÉPUBLIQUE

